

**EXTRAIT DU REGISTRE  
DES DELIBERATIONS DU CONSEIL  
EXECUTIF DE SAINT MARTIN**



| NOMBRE DES MEMBRES<br>DU CONSEIL EXECUTIF |                |          |                |           |
|---|----------------|----------|----------------|-----------|
| Légal                                     | En<br>Exercice | Présents | Procuration(s) | Absent(s) |
| 7   | 7              | 7        | 0              | 0         |

L'an DEUX MILLE VINGT ET UN le 17 mars à 09h30, le Conseil Exécutif de SAINT-MARTIN, dûment convoqué, s'est réuni à huis clos, à l'Hôtel de la Collectivité, sous la présidence de Monsieur le Président **Daniel GIBBES**.

Préfecture de Saint-Barthélemy  
et de Saint-Martin

Le: 18 MARS 2021

N° : .....

Le Président certifie que cette délibération  
a été :

1 affichée à la porte de l'Hôtel de la  
Collectivité :

2 reçue à la Préfecture de  
Saint-Martin le :

**ETAIENT PRESENTS :** Daniel GIBBES, Valérie DAMASEAU, Yawo NYUIADZI, Sofia CARTI épouse CODRINGTON, Steven PATRICK, Marie-Dominique RAMPHORT, Louis MUSSINGTON.

**ETAIT ABSENT :** //////////////

**SECRETAIRE DE SEANCE :** Marie-Dominique RAMPHORT.

**DELIBERATION : CE 159-01-2021**

**OBJET : Avis relatif à la demande d'agrément fiscal de la SAS MADIACOM.**



**Objet : Avis relatif à la demande d'agrément fiscal de la SAS MADIACOM.**

Vu la loi organique n°2007-223 du 21 février 2007 portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer,

Vu l'article LO 6353-5 alinéa 4 de la loi n°2007-223 du 21 février 2007,

Vu le dossier de demande d'agrément de la SAS MADIACOM,

Vu le courrier du Préfet délégué de Saint-Barthélemy et Saint-Martin en date du 24 novembre 2020 ;

Considérant le rapport du Président,

**Le Conseil exécutif,**

**DECIDE :**

|                                    |          |             |
|------------------------------------|----------|-------------|
| <b>POUR :</b>                      | <b>6</b> |             |
| <b>CONTRE :</b>                    | <b>1</b> | <b>(LM)</b> |
| <b>ABSTENTIONS :</b>               | <b>0</b> |             |
| <b>NE PREND PAS PART AU VOTE :</b> | <b>0</b> |             |

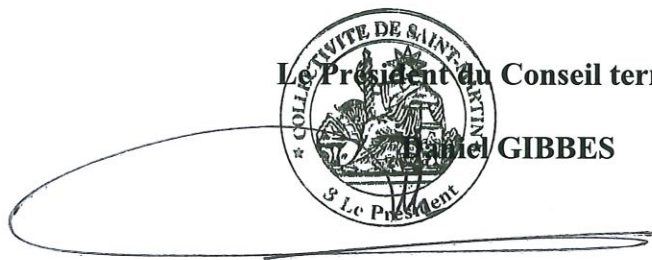
**Article 1 :** D'émettre un avis favorable relatif à la demande d'agrément fiscal la SAS MADIACOM.

**Article 2 :** De saisir les représentants de la SAS MADIACOM afin d'obtenir davantage d'informations quant à la part des investissements prévus sur le territoire de Saint-Martin.

**Article 3 :** Le Président du Conseil territorial, la Directrice Générale des Services sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente délibération, qui sera publiée au journal officiel de Saint-Martin.

Faite et délibérée le 17 mars 2021.

**Le Président du Conseil territorial,**  
**Daniel GIBBES**



1<sup>ère</sup> Vice-présidente  
**Valérie DAMASEAU**

2<sup>ème</sup> Vice-président  
**Yawo NYUIADZI**

3<sup>ème</sup> Vice-présidente  
**Sofia CARTI-CODRINGTON**

4<sup>ème</sup> Vice-président  
**Steyen PATRICK**

Membre du Conseil Exécutif  
**Marie-Dominique RAMPHORT**

Membre du Conseil Exécutif  
**Louis MUSSINGTON**

La présente délibération pourra faire l'objet de recours devant le tribunal Administratif de Saint-Martin dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification.

# SINTORIN

## DEMANDE D'AGREMENT FISCAL CODIFIEE AUX ARTICLES 244 QUATER W & 217 UNDECIES DU CGI



Préfecture de Saint-Barthélemy  
et de Saint-Martin

Le : 18 MARS 2021

N° : .....

**EXPLOITANT** : SAS MADIACOM

**PROJET** : Modernisation et extension du réseau d'accès radio (RAN) pour les années 2021 à 2023 sur les Antilles Françaises et la Guyane

**LIEU D'EXPLOITATION** : Martinique, Guadeloupe et Guyane / Saint Martin et Saint Barthélemy.

|                                 | <b>Martinique Guadeloupe<br/>Guyane</b><br><i>(244 quater W du CGI)</i> | <b>Saint Martin<br/>Saint Barthelemy</b><br><i>(217 undecies du CGI)</i> | <b>Total</b> |
|---------------------------------|---|--|--------------|
| <b>Coût de revient HT</b>       | 56 M€   | 2 M€   | 58 M€        |
| <b>Base éligible sollicitée</b> | 56 M€   | 2 M€   | 58 M€        |

### CONTACTS DANS LE CADRE DE L'INSTRUCTION DU DOSSIER :

RODOLPHE GOUYER - 06 92 42 42 86 – RG@SINTORIN.COM

GUILLAUME GALLET - 0696 270 618 – GGSA@SINTORIN.COM



**SINTORIN FISCALITE**

SARL au capital de 200 000 euros immatriculée au TMC de Fort de France sous le N° 821 988 979 00018

Adresse : Immeuble Synergie - Californie 2 - 97 232 Le Lamentin Tél. : 05 96 76 53 42 - Email : contact@sintorin.com

## 1) PREAMBULE

L'aide fiscale que nous sollicitons est conditionnée à l'octroi d'un agrément délivré par le ministre du budget dans les conditions visées au III de l'article 217 undecies du CGI dans la mesure où le montant du programme d'investissements projeté est supérieur à 1 000 000 €.

En application de l'article 1649 nonies du CGI, elle est « *déposée préalablement à la réalisation de l'opération qui la motive* ».

La doctrine administrative<sup>1</sup>, portant dispositions communes pour les mesures fiscales soumises à agrément préalable, précise au paragraphe 20 que « *sous peine de se voir opposer la forclusion, il est indispensable de déposer une demande d'agrément avant le début de l'opération concernée* », et que « La date des opérations à retenir pour apprécier le caractère préalable de la demande est variable selon les agréments. ».

Concernant, plus précisément, les agréments délivrés dans le cadre de l'aide fiscale aux investissements réalisés dans les départements d'outre-mer, pour les biens meubles, la demande doit intervenir avant la commande des matériels [...] (BOI-SJ-AGR-40 publié le 15/05/2019).

Dès lors, nous vous prions de bien vouloir trouver ci-après les éléments nécessaires à l'instruction de notre demande.

Conformément au paragraphe n°30 de la doctrine précitée, ils portent notamment sur :

- l'identité complète du demandeur ;
- la nature et les localisations des investissements prévus ;
- l'avantage fiscal demandé, et que ;
- le montant de l'aide sollicitée

---

<sup>1</sup> BOI-SJ-AGR-10



## 2) NOM ET LA TAILLE DE L'ENTREPRISE

**DIGICEL** est un fournisseur international de réseau de téléphonie mobile, constituée en Martinique et qui possède et exploite des réseaux de télécommunications mobiles dans les Antilles françaises.

**FREE CARAÏBE** est une entreprise française de télécommunications basée en Martinique, qui comprend des services de télécommunications fixes et mobiles, y compris des cartes téléphoniques prépayées et des services d'accès à Internet et d'hébergement.

Les deux sociétés ont créé une société en joint-venture, **MADIACOM**, pour exploiter leur réseau d'accès radio (radio Access network, ci-après « RAN ») pour les Antilles françaises.

La coentreprise, ainsi créée, qui exploitera les investissements objets de la présente d'agrément, est la société:

**MADIACOM**, Société par actions simplifiée au capital de 50 000 002,00 EUR, dont le siège social est situé 44 Rue Henri BECQUERLE C/o DIGICEL AFG – ZAC de Houelbourg III – 97122 Baie-Mahault, immatriculée auprès du RCS de Pointe-à-Pitre sous le numéro unique 880 041 397.

Elle a pour objet social de posséder et exploiter un réseau d'accès radio et fournir des services RAN et est représentée par son Président, Monsieur Régis ROTTAT-LAUGIER.

Elle est une grande entreprise au sens du règlement général d'exemption par catégorie n°651 / 2014 du 17 juin 2014.



## 3) DESCRIPTION DU PROJET & CALENDRIER

### 3.1 DESCRIPTION DU PROJET

Le programme d'investissement de la société MADIACOM consiste à :

- (a) Mettre en œuvre une solution de réseau d'accès radio multi opérateurs (« MORAN ») sur le spectre à large bande ; et
- (b) Mettre en œuvre un cœur de réseau multi opérateurs (solution MOCN) dans le cadre duquel il sera possible de partager un spectre à faible bande (« Cross-MOCN ») ;
- (c) Moderniser 392 sites qui seront équipés afin de permettre la mise en œuvre d'une solution MORAN délivrée à partir d'équipements Nokia ; et
- (d) Déployer environ 445 sites mobiles (dont 141 connectés par fibre) dans les Antilles Françaises et la Guyane d'ici janvier 2023 qui permettront d'étendre le réseau existant.

**Le projet de la société MADIACOM sera structurant pour les Antilles-Guyane et présente, conformément aux dispositions légales, un intérêt économique majeur pour le développement régional, en lien avec les priorités de politique publique.**

### 3.2 CALENDRIER DE REALISATION

Les premières commandes seront réalisées le Mercredi 18 Novembre 2020 pour une mise en œuvre du projet à partir de 2021 pour une fin estimée aujourd'hui à 2023.



## 4) LOCALISATION DU PROJET

Le projet sera déployé sur des sites basés sur l'ensemble des Antilles et de la Guyane Française qui désignent les huit (8) territoires ci-après :

- Guadeloupe,
- Martinique,
- Saint Martin,
- Saint Barthélemy,
- Saintes,
- Marie-Galante,
- Désirade
- Guyane française



## 5) LISTE DES COUTS ADMISSIBLES

Les investissements requis pour les besoins du projet de MADIACOM s'élèvent à 58 298 500 € et se détaillent comme suit :

| MADIACOM – Programme de modernisation et d'extension du réseau d'accès radio (RAN) |   |                     | 2021                | 2022               | 2032               |
|--|---|---------------------|---------------------|--------------------|--------------------|
| Typologie Investissements  | Statuts                                 | Territoires         |                     |                    |                    |
| Fourniture d'équipements   | Extension du réseau                     | Guyane              | 1 925 000 €         | -                  | -                  |
|  |   | Guadeloupe          | 962 500 €           | -                  | -                  |
|  |   | Martinique          | 962 500 €           | 787 500 €          | -                  |
|  |   | A définir           | -                   | 3 675 000 €        | 3 675 000 €        |
|  |   | <b>SOUS-TOTAL</b>   | <b>3 850 000 €</b>  | <b>4 462 500 €</b> | <b>3 675 000 €</b> |
|  | Modernisation et amélioration du réseau | Guyane              | 4 725 000 €         | 2 012 500 €        | -                  |
|  |   | Guadeloupe          | 12 737 500 €        | -                  | -                  |
|  |   | Martinique          | 12 337 500 €        | -                  | -                  |
|  |   | St. Barth           | 437 500 €           | -                  | -                  |
|  |   | St. Martin          | 1 050 000 €         | -                  | -                  |
|  |   | <b>SOUS-TOTAL</b>   | <b>32 287 500 €</b> | <b>2 012 500 €</b> | <b>-</b>           |
|  | Modernisation Services                  | Extension du réseau | Guyane              | 418 000 €          | -                  |
| Guadeloupe   |   |                     | 209 000 €           | -                  | -                  |
| Martinique   |   |                     | 209 000 €           | 171 000 €          | -                  |
| A définir  |   |                     | -                   | 798 000 €          | 798 000 €          |
| <b>SOUS-TOTAL</b>  |   |                     | <b>836 000 €</b>    | <b>969 000 €</b>   | <b>798 000 €</b>   |
| Modernisation et amélioration du réseau  |   | Guyane              | 1 026 000 €         | 437 000 €          | -                  |
|  |   | Guadeloupe          | 2 983 000 €         | -                  | -                  |
|  |   | Martinique          | 2 679 000 €         | -                  | -                  |
|  |   | St. Barth           | 95 000 €            | -                  | -                  |
|  |   | St. Martin          | 228 000 €           | -                  | -                  |
| <b>SOUS-TOTAL</b>  | <b>7 011 000 €</b>                      | <b>437 000 €</b>    | <b>-</b>            |                    |                    |
| Mise aux normes  | Extension du réseau                     | Guyane              | -                   | -                  | -                  |
|  |   | Guadeloupe          | -                   | -                  | -                  |
|  |   | Martinique          | -                   | -                  | -                  |
|  |   | A définir           | -                   | -                  | -                  |
|  |   | <b>SOUS-TOTAL</b>   | <b>-</b>            | <b>-</b>           | <b>-</b>           |
|  | Modernisation et amélioration du réseau | Guyane              | 270 000 €           | 115 000 €          | -                  |
|  |   | Guadeloupe          | 785 000 €           | -                  | -                  |
|  |   | Martinique          | 705 000 €           | -                  | -                  |
|  |   | St. Barth           | 25 000 €            | -                  | -                  |
| St. Martin   | 60 000 €                                | -                   | -                   |                    |                    |
| <b>SOUS-TOTAL</b>  | <b>1 845 000 €</b>                      | <b>115 000 €</b>    | <b>-</b>            |                    |                    |
| <b>TOTAL</b>   |   |                     | <b>45 829 500 €</b> | <b>7 996 000 €</b> | <b>4 473 000 €</b> |

N'ayant pas à ce stade les chiffrages détaillés de certains prestataires, nous sollicitons une analyse de votre part sur une base éligible estimée à 58 M€.

Dès réception des chiffrages détaillés, nous affinerons la base éligible et nous vous la ferons parvenir.



**SINTORIN FISCALITE**

SARL au capital de 200 000 euros immatriculée au TMC de Fort de France sous le N° 821 988 979 00018

Adresse : Immeuble Synergie - Californie 2 - 97 232 Le Lamentin Tél. : 05 96 76 53 42 - Email : contact@sintorin.com

## 6) AIDE SOLLICITEE

### 6.1 MARTINIQUE, GUADELOUPE ET GUYANE

MADIACOM sollicite le bénéfice du crédit d'impôt codifié à l'article 244 quater W du CGI, dans le cadre de ses investissements productifs réalisés en Martinique, Guadeloupe et Guyane dans un secteur éligible à l'article 199 undecies B du CGI :

- Le I de l'article 199 undecies B du code général des impôts précise que les activités éligibles sont les activités agricoles, industrielles, commerciale ou artisanale relevant de l'article 34, sauf certains secteurs considérés comme non éligibles. **Le secteur des télécommunications ne fait pas partie des activités exclues et se trouve donc éligible.**
- Pour les entreprises dont le chiffre d'affaires est supérieur ou égal à 20 millions d'euros, le crédit d'impôt prévu à l'article 244 quater W du CGI s'applique sans qu'une option ne soit requise. **Tel est le cas en l'espèce, le chiffre d'affaires prévisionnel de MADIACOM pour l'exercice 2020 est de 34 545 k€, partant aucune option n'est envisagée.**

### 6.2 SAINT-MARTIN ET SAINT-BARTHELEMY

MADIACOM sollicite le bénéfice de la déduction codifiée à l'article 217 duodecimes du CGI, dans le cadre de ses investissements productifs réalisés à Saint-Martin et Saint-Barthélemy dans un secteur éligible à l'article 199 undecies B du CGI :

- L'article 217 duodecimes prévoit que les bénéficiaires investis à Saint-Martin et Saint-Barthélemy peuvent, dans les mêmes conditions, bénéficier du régime prévu à l'article 217 undecies. L'article est applicable aux investissements neufs mis en service jusqu'au 31 décembre 2025 ;
- Il convient de souligner que le seuil de chiffre d'affaires prévu à la première phrase du premier alinéa du I de l'article 217 undecies (i.e. chiffre d'affaires inférieur à 20 millions EUR) ne s'applique pas aux investissements réalisés dans les collectivités susmentionnées.
- L'article 217 undecies du code général des impôts indique que les entreprises soumises à l'impôt sur les sociétés peuvent déduire de leurs résultats imposables une somme égale au montant, hors taxes et hors frais de toute nature, notamment les commissions d'acquisition, à l'exception des frais de transport, d'installation et de mise en service amortissables, des investissements productifs, diminuée de la fraction de leur prix de revient financée par une aide publique ainsi que, lorsque l'investissement a pour objet de remplacer un investissement ayant bénéficié de l'un des dispositifs définis au présent article ou aux articles 199 undecies B ou 244 quater W, de la valeur réelle de l'investissement remplacé, qu'elles réalisent pour l'exercice d'une activité éligible en application du I de l'article 199 undecies B. La déduction est opérée sur le résultat de l'exercice au cours duquel l'investissement est mis en service, le déficit éventuel de l'exercice étant reporté dans les conditions prévues au I de l'article 209.



## 7) LE MONTANT DE L'AIDE SOLLICITEE

### 7.1 MARTINIQUE, GUADELOUPE ET GUYANE

N'ayant pas à ce stade de devis détaillé, nous sollicitons de votre part un crédit d'impôt de 35% de la base éligible estimé à 56 M€, soit 19.6 M€.

### 7.2 SAINT-MARTIN ET SAINT-BARTHELEMY

N'ayant pas à ce stade de devis détaillé, nous sollicitons de votre part une déduction sur le résultat imposable de la société égale à la base éligible estimé à 2 M€.

**Dès réception de devis détaillés des fournisseurs retenus, nous affinerons la base éligible et nous vous la ferons parvenir.**



## 8) ANNEXES

- 1) MADIACOM - Extrait Kbis
- 2) MADIACOM - Statuts certifiés conformes
- 3) MADIACOM - Engagement de conformité de l'opération
- 4) MADIACOM – Engagement de ne solliciter ou percevoir aucune subvention ou aide publique autre que celle mentionnée dans la demande d'agrément
- 5) MADIACOM – Engagement de maintien et de création d'emplois
- 6) MADIACOM – attestation de régularité fiscales et sociales
- 7) SINTORIN FISCALITE – Mandat de représentation
- 8) SINTORIN FISCALITE – Inscription sur le registre tenu par le représentant de l'Etat
- 9) SINTORIN FISCALITE – Copie de la déclaration annuelle mentionnées au dixième alinéa de l'article 242 septies du CGI la plus récente

